

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Etablissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES SAMEDIS A 3 HEURES DU SOIR.

TE VEA NO TAHITI.

Mohave mua 22 fevriero 1868.



MATOUA 17. 2. 8.

PAIX DE L'ASSOCIEMENT (papier d'essence):
Un billet 45 fr.
Six francs 45 fr.
Dix francs 45 fr.

Un billet 45 francs.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresse
AU BUREAU DE LA POSTE;
Imprimerie du Gouvernement.

Prix des Annonces (au comptant):
Les 20 premières lignes 30 fr. la ligne.
Les 20 lignes de 20 lignes 30 fr.
Les 20 lignes de plus 15 fr.

La première insertion.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Arrêté : portant diverses modifications au service des contributions ; concernant les navires de commerce armés au cabotage pour les îles Tuamotu ou du vent. — Anné administratif. — Approbation militaire. —
PARTIE NON OFFICIELLE. — Banquet donné à l'Empereur d'Autriche. — Situation de l'Empire : Colonies. — Mouvements du port. — Humeur commerciale. — Années.

PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux îles de la Société,

Ve le procès-verbal signé par les patentes de 1^{re} classe, dans lequel ils énoncent le voeu d'une réglementation uniforme dans le service des contributions en ce qui touche la police et le contrôle qui doivent être apportés particulièrement dans les importations ;

Attendu que l'expérience est venue démontrer d'une manière évidente la nécessité des mesures proposées ;

Attendu que la plupart de ces mesures n'ont rien de contraire à la marche du service, et que leur institution n'a pour but que de favoriser le commerce et l'industrie ;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, Le Conseil d'administration entendu :

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Tout manifeste d'entrée de marchandises importées par un navire venant d'un des grands ports d'Europe ou du Pacifique sera soumis à l'examen d'une commission.

Art. 2. Cette commission sera composée du chef du service des contributions et de deux patentes de 1^{re} classe non intéressées dans le chargement du navire importateur. — *Te vea no te vea no* toutes les fois que le chef du service des contributions aura une enquête.

Art. 3. La commission pourra requérir, près du chef du droit, toutes mesures, moyens et procédés nécessaires, et jugera ne nécessaires pour la facilité de son contrôle.

Art. 4. En cas de refus d'obtempérer à la requisition de la commission, il sera assigné d'office sur la valeur desdites marchandises, en tenant pour prix de base celle de la vente des mêmes marchandises sur place.

Art. 5. Si ces refus provoquent d'une mauvaise volonté évidente, il en sera dressé procès-verbal par la commission, et le tribunal qui en serait saisi prononcera contre le débunkant une amende de 500 francs.

Art. 6. Tout capteine, subécarque, ou gérant de cargaison, arrivant dans la colonie avec une paixible, qui manifesterait le désir d'en effectuer la vente directement, sera astreint à payer au trésor un droit proportionnel calculé sur la moitié des taux des deux derniers qui auront précédé son arrivée au port, lorsque ces deux derniers ne pourront pas être déterminés et les lignes seront astreintes, en outre, à un droit fixe de 50 centimes par litre.

Art. 7. La somme résultante de ces droits sera versée au trésor, sur liquidation provisoire, à la diligence du chef du service des contributions, et remise, en fin de semestre, en déduction de la somme exigée des patentes de 1^{re} classe pour contribution proportionnelle.

Art. 8. Tout capteine, subécarque ou gérant de cargaison qui sera dans l'intention de vendre dans la colonie tout ou partie de ses marchandises sera tenu d'acquitter le droit mentionné au précédent article, et il sera assujetti à toute la somme due au port, et il sera vendredi ou débunkant. Les marchandises destinées pour d'autres localités ne seront pas taxées.

Art. 9. Dans le cas où cette dernière catégorie de marchandises serait débarquée en même transbordée, elle se trouverait, comme les autres marchandises, assujetti aux droits à l'entrée.

Art. 10. Tous produits et marchandises provenant des archipels voisins, destinés à être consommés dans la colonie, seront frappés de droits à l'entrée.

En sont exceptés les animaux sur pied et les produits ci-après désignés introduits pour la réparation, savoir : fungus; tripan, huile, huile, huile.

Art. 11. Toute personne coquaine de fraude ou de contrefaçon pour le débarquement illicite de marchandises, soit d'un bâtiment portuaire, soit d'un navire de l'Etat, aura ses marchandises saisies, sans préjudice d'une amende de 100 à 2,000 francs qui pourra être prononcée contre elle, sur la requisition du chef du service des contributions.

Art. 12. Les marchandises saisies seront vendues par les soins du chef du service des contributions, en vente publique, en la forme ordinaire, et le produit de ladite vente sera versé au trésor au profit du service Local.

Le tiers du produit brut de la vente des objets saisis sera attribué à celui qui aura verbalisé.

Art. 13. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, publié au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel des Etablissements*.

Paix, le 19 Février 1868.

C^o de la BONCIERRE.

Par le Commandant Commissaire Impérial :
Pour l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,
empêché et par délégation,

Le sous-commissaire de la marine,
FOURNIER L'ESTANG.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux îles de la Société.

Attendu que l'extension du commerce avec les îles Tuamotu et le développement des relations maritimes qui en résultent nécessitent de réglementer la navigation au cabotage dans les îles de cet archipel.

Considérant que, dans l'intérêt de la police maritime et commerciale, il importe que le Résident d'Anna puisse exercer un contrôle sur les bâtiments qui fréquentent les îles placées sous son administration, et constater au besoin l'importance des transactions qui y ont lieu ;

Voulant régimenter des abus qui nous ont été signalés et satisfaire à tous les intérêts ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

Le Conseil d'administration entendu ;

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Les navires de commerce armés au cabotage, sous pavillon de l'Union ou de l'Etat, qui voudraient se rendre dans l'archipel Tuamotu, seront obligés de passer à Anna, soit à leur départ de Papeete, soit en y revenant.

Art. 2. A leur arrivée dans cette île, les capitaines, maîtres ou patrons seront tenus de faire viser leur rôle ou congé par le Résident.

Art. 3. Toute contravention résultant de l'inexécution de l'arrêté précédent sera punie d'une amende de 500 à 1,000 francs.

En cas de récidive, le maximum de la peine sera toujours prononcé, et il pourra même être infligé au délinquant un emprisonnement de 5 à 15 jours.

Art. 4. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel des Etablissements*.

Faute de la BONCIERRE.

C^o de la BONCIERRE.

Pour l'ordonnateur empêché et par délégation,

Le sous-commissaire de la marine,

Fournier l'Estang.

L'Administration croit devoir faire connaître son opinion au sujet des observations et des demandes faites par MM. les négociants participants de la 1^{re} classe, lors de leur dernière réunion, pour la répartition de l'impôt proportionnel.

La condamnation à une amende de 500 francs prouve que ce n'est pas sans raison que les négociants n'ont pas une grande confiance dans les déclarations de plusieurs d'entre eux.

Il est évidemment impossible que les droits atteignent 8 p. 0/0 de la valeur des importations, sans qu'il n'y ait eu de fausses déclarations.

Ce sera à la commission à vérifier l'exactitude des manifestes et à poursuivre sévèrement les fraudes qu'elles aurait reconnuées.

Certes, il serait préférable, à tous les points de vue, que chaque navire venuant en rade prît un consignataire ; mais les y contraindre serait porter atteinte à une liberté d'action que l'Administration doit chercher, au contraire, à conserver et à garantir à chacun.

Si des droits de commission, souvent exagérés outre mesure, n'avaient pas été exigés, les capitaines seraient les premiers à prendre un consignataire ; car tous en reconnaissent le bon côté pratique.

Mais l'y forcer, tout en laissant le taux de la commission livré à la concurrence des négociants entre eux, ce serait prendre dans un véritable piège les navires qui viendront ici ; ce serait les éloigner à l'avoir de Tahiti et empêcher d'autres bateaux d'y s'arrêter.

Dans tout autre pays, la libre concurrence suffit à régler bien des questions d'intérêt général.

Il faut malheureusement le reconnaître, cette concurrence réelle, sérieuse, n'existe pas tellement.

Les intérêts sont dans trois ou quatre mains tellement liées entre elles qu'on peut dire qu'elles n'en forment qu'une.

D'après les principes en usage dans le pays, on ne pense qu'à bénéficier présent et non à ce qui arrivera plus tard.

L'Administration doit, tout en cherchant à protéger le présent, songer aussi à l'avenir et à tout ce qui peut influer sur le développement du pays.

Il n'est, du reste, pas douteux que si les négociants font connaître, aux navires qui viennent dans le port, un taux raisonnable pour leur commission, les capitaines ne se consignent à eux.

En principe, c'est toujours une mauvaise mesure, surtout dans une colonie qui en est à ses premiers pas, que de frapper des droits sur des marchandises de nécessité première.

Sous ce point de vue encore, le pays n'a rien de semblable aux autres.

Les mesures les plus libérales que prendrait l'Administration, au

Il sera profité au public par une diminution dans les prix, ne profitant pas que aux vendeurs.

Même l'abaissement des taxes il y a trois ans, malgré les énormes bénéfices réalisés, aucune diminution n'a été faite sur les prix existants de toutes choses, même les plus indispensables à la

vie. Les taxes sur ces objets devront donc être maintenues, puisqu'on ne veut pas admettre un monopole qui ait fixé les prix des denrées importées d'après nos moyennes qu'il est facile d'établir.

C'est à tort que l'on pense que l'Administration ne paye pas d'impôt pour les marchandises diverses introduites par les navires de l'Etat.

Une somme ronde de 14,000 francs est versée à cet effet; elle vient en déduction de celle demandée au commerce.

Quant aux produits du pays exportés par ces mêmes navires, il n'existe d'abord sur aucun d'eux le moindre droit d'exportation.

Si c'est un point de vue du fret dont pourraient profiter le commerce, ce n'est que lorsqu'il n'y a aucun navire, en partance pour les pays où nos produits ont un débouché qu'on les charge sur les navires de l'Etat.

Il importe, pour les intérêts du pays, que ces expéditions ne soient freinées aucun retard.

Mais ce n'est pas seulement le manque de bâtiments qui force à cette mesure, c'est encore aussi la manque de concurrence entre les navires du commerce.

On se trouverait ainsi à la disposition d'un armateur, maître de la place, non seulement pour le prix du fret, mais encore pour le moment de départ.

Il réglerait ainsi à sa guise, selon ses intérêts, tout mouvement d'exportation.

Il n'est du reste personne qui n'ait reçu des services de nos navires. Les commandants sont toujours empressés de prêter leur concours à qui en a besoin.

Si les droits de pilotage par tirant d'eau ont été remplacés par ceux qui existent aujourd'hui, c'est que ces derniers sont plus pratiques et récompensent plus justement.

Il n'y a peut-être pas de port où les droits soient moins élevés qu'à Tahiti.

Il ne faut pas qu'on s'y trompe, ce sont des causes autrement plus graves qui éloignent les navires de notre port.

Quand, par exemple, dans un courant à la grecque, on voit 25 p. 0/0 d'intérêt, pour une somme presque toute fournie en marchandise, il n'est pas étonnant que le pilote demande 100 p. 0/0, et rembourseable dans moins de six mois, voilà de ces opérations, lucratives sans doute, mais qui portent au pays un immense préjudice.

Le malentendu de paroles pronétés, qui retourent en partie sur ceux qui les mettent en usage, fera passer au large de Tahiti tout navire, quel que soit son besoùs, plutôt que de s'exposer à tomber dans un semblable embarras.

L'Administrateur accueillera toujours toutes les observations qui lui seront faites, les idées d'amélioration qui seront émises, surtout quand il s'agira des intérêts généraux du pays et de ceux de la population.

Si des mesures plus libérales n'ont pas été prises, c'est que, pour cela, il est indispensable de pouvoir compter sur un concours qui ne se trouve pas ici, qu'on cherche même au contraire à paraître.

La route du progrès est libre de toute entrave ; l'Administration y précédera et aidera toujours ceux qui voudront y marcher.

Par dépêche en date du 29 novembre 1867, S. Ex. l'Amiral Ministre de la marine et des colonies a approuvé la nomination à l'emploi d'écrivain de marine de MM. Langomazido (Engene) et Butault (Abitur).

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

Service des Contributions.

POSTE AUX LETTRES.

La correspondance pour l'Europe sera expédiée à San Francisco par la goëlette américaine *Good Templar*, qui partira le 28 du présent mois.

Le public est prévenu que le bureau pour la délivrance des timbres-poste sera fermé la veille du départ à cinq heures du soir et que le sac de la correspondance sera levé à huit heures.

Lettres non recommandées portant des derniers courriers

Bross Fricke Storck S. Fay
O'Carr Götsche Seale Wilson

Service de l'Enregistrement et du Domaine.

CURATELLE AUX SUCCESSIONS VACANTES.

Les créanciers de la succession d'un sieur Bassauvel devront se présenter au bureau de la curateille le 1^{er} mars prochain pour toucher le montant de leurs créances.

Ceux des créanciers qui n'auront pas encore produit leurs titres sont invités à les remettre dans le plus bref délai entre les mains de M. le curateur.

En vue de la prochaine répartition des deniers provenant des successions des seurs J. C. Atwood et J. Lejeune, M. le curateur invite les créanciers retardataires à produire leurs titres.

Service de l'Immigration.

Le n° 10 du *Bulletin officiel des Establishissements*, annexe 1867, a été déposé aujourd'hui au bureau de la poste.

DIRECTION DES AFFAIRES INDIGENES

Attendu que les ventes à crédit donnent lieu dans les îles Tuamotu à de nombreux abus et à de vives réclamations, l'administration rappelle encore une fois que, pas plus que la justice, elle ne peut faire payer aucune dette contractée par un indigène si, pour cette dette, on ne s'est pas conformé à l'arrêté du 3 mai 1849, dont la teneur suit :

Nous, Commissaires de la République aux îles de la Société, Considérant que, jusqu'à ce jour, des conventions verbales, ou irrégulièrement établies, ont lieu dans les transactions commerciales passées avec les indigènes des Paumotu et les Européens ;

Attendu que ce mode dégénère, il est exercé fréquemment dès lors, des négligences et des abus qui entraînent au détriment de l'Etat ou du propriétaire, et donne à ce système d'oppressions et de difficultés supplémentaires ;

Attendu que ces précess provoquent aussi les discussions qui s'élèvent dans les îles entre les Européens et les indigènes, et portent atteinte, par des indiscrétions, à la considération des étoffes des différentes pays ;

Attendu qu'il est de devoir de l'autorité de détention un usage napoléonien aux intérêts de commerce et de le remplacer par un mode simple, facile et en harmonie avec les principes de la loi ;

Vu l'article 2 de la loi IV du Code Tahitien ;

Conformément aux franchises et usages de la convention en date du 6 novembre 1847 ;

Article 4. — Les ventes et acquisitions de biens immobiliers, faites par les indigènes des Paumotu et les Européens, est dépourvue de la Société ;

Le Conseil de gouvernement connaît et détermine :

De concert avec S. M. la Reine des îles de la Société ;

AU VERSO DES ARRETONS

— 1. — Article 1. — Cela signifie que l'agent, à l'égard des contrats, les conventions verbales passées entre les indigènes des Paumotu et les Européens, est dépourvu de la Société.

Art. 2. — Tout travail, toute transaction qui sera fini entre indigènes des Paumotu et l'Europe, sera être précisément déclaré en français et en tahitien, signé par un des interprètes jurés du Gouvernement protecteur.

L'absence de cette formalité entraînera toujours, en justice, la nullité et le rejet de la plainte.

Art. 3. — La convention établira d'une part, le travail à faire ou la chose à faire, l'autre, le prix en agent ou la quantité et l'espèce de marchandise donnée en échange.

Art. 4. — Si un Européen trade avec tous les habitants d'une île ou d'un groupe d'îles habité localement, les échelles qui traduisent leurs termes de demande le consentement de chacun, et il sera spécifié dans la convention qu'il sera autorisé à traiter pour tous.

Si, au contraire, il ne traite que pour une partie, les termes d'engagement seront inscrits dans la convention.

Art. 5. — Toute convention devra déterminer le moyen de sa durée, égale à laquelle le travail sera fait, ou de droit, et les parties deviendront alors libres de contracter en son de nouveau.

Art. 6. — Les Européens qui aient des marchés conclus dans les îles doivent s'imposer de se conformer à présent arrêté, qui assurera son effet à compter du 1^{er} juillet de la présente année.

Fait à Papeete, le 3 mai 1869.
Signature : LAVAUD.

POMARE ARRI.

PARIS. LE MONDE OFFICIELLE

BON QUI EN EST FAISANT DE L'EMPEREUR D'AutRICHE.

Paris, le 27 octobre 1867.

La seconde des deux réunions à l'Hôtel-de-Ville aux Souverains hôtes de l'Empereur prend : l'Exposition universelle s'est terminée hier par un banquet au théâtre de S. M. le Roi et A. l'Empereur d'Autriche, assisté assistant, S. M. l'Emperatrice, Napoléon III, l'Empératrice Eugénie, S. M. la Reine des Pays-Bas, S. M. le Roi Louis Philippe de Bavière, S. A. l'archiduc Charles-Louis, S. A. l'archiduc Louis-Victor, S. A. l. la Princesse Mathilde, S. A. l. le duc de Leuchtenberg, S. A. l. le Prince Joachim Murat, S. A. l. le Prince abd Lucien Bonaparte, et LL. AA. le Prince Charles Napoléon et la Princesse Christine Bonaparte.

Des invitations avaient été adressées, de l'autorisation de l'Empereur :

Aux ambassadeurs et aux ambassadrices des grandes puissances, ainsi qu'aux ministres plénipotentiaires des Souverains présents au banquet.

Aux cardinaux, aux ministres, aux membres du conseil privé, aux présidents des grands corps de l'Etat, aux maréchaux, aux grands dignitaires des Tuilleries, etc.;

Aux personnes composant la suite de leurs Majestés, ainsi qu'aux étrangers de distinction présents à Paris, parmi lesquels on remarque un grand nombre d'Autrichiens et de Hongrois de distinction.

Les membres du conseil municipal, les maires et adjoints de Paris, ainsi que leurs femmes, étaient naturellement au nombre des invités.

Leurs Majestés sont arrivées à 7 heures et demie. Elles ont été reçues à leur descente de voiture par le sénateur préfet de la Seine, accompagné de son secrétaire général et du président du conseil de préfecture; par le préfet de police, accompagné de son secrétaire général; par le président du conseil municipal et par le secrétaire de ce conseil.

A leur entrée dans la cour de mairie, où les membres du corps municipal leur furent présentés, la musique a fait entendre l'hymne national autrichien. L'Impératrice portait le bijou aux armes de la ville qui lui a été offert par le sénateur préfet, au nom du corps municipal.

Leurs Majestés se sont rendus à la salle du repos par l'escalier d'honneur.

L'orchestre et les chœurs du Conservatoire, dirigés par M. Pardoulet, ont alternativement fait entendre plusieurs morceaux d'harmonie.

Au dessert, l'Empereur s'est levé et a porté le toast suivant :

« À la paix, à la sécurité de l'Europe, à l'ordre et à la prospérité. »

Comme tous nos regards étaient rivés sur l'empereur.

Le roi Louis Philippe d'Angleterre a tout comme l'Exposition de nos profondes sympathies pour sa personne, pour sa famille et pour son pays. »

Après ce toast, accueilli par de chaleureuses acclamations, la musique a repris l'hymne national autrichien; puis S. M. l'Empereur d'Autriche s'est levé et a prononcé d'une voix accentuée les paroles suivantes :

« Sirs, je suis bien sensible au toast que Votre Majesté vient de me porter.

— Tousqu'il y a peu de jours j'ai visité à Nancy les tombes des mes ancêtres, je n'ai pu m'empêcher de formuler un vœu : Puissions-nous, moi suis-je dit, envers dans cette tombe, confié à la garde d'une généreuse nation, toutes les discordes qui ont séparé deux pays appelés à marcher ensemble dans les voies du progrès et de la civilisation. (Marques générales d'applaudissement. — Applaudissements répétés.) Puissions-nous par notre union offrir un nouveau gage de cette paix sans laquelle les nations ne pourraient prosperer! Bravo! bravo! — Vive l'Empereur!

— Je remercie la ville de Paris de l'accueil qu'elle m'a fait; car, de nos jours, les rapports d'amitié et de bon accord entre les souverains ont une double valeur, lorsque ils s'appuient sur les sympathies et les aspirations des peuples.

— A l'Empereur!

— A l'Imperatrice!

— Au Prince-Imperial!

— A la France!

— A la Ville de Paris! »

Une double salve d'applaudissements et les cris les plus enthousiastes de Vice l'Empereur! ont accueilli ces dernières paroles.

Après une promenade dans les salons, pendant laquelle leurs Majestés ont reçu les mêmes témoignages de respectueuse sympathie. Elles se sont retrouvées à onze heures, accompagnées jusqu'à leurs voitures avec le même cérémonial qu'à leur arrivée.

Elles ont été saluées, à leur sortie, par les acclamations d'une foule immense qui n'avait cessé de se presser sur la place de l'Hôtel-de-Ville, brillamment illuminée. (Moniteur.)

SITUATION DE L'EMPIRE.

(Extrait.)

COLONIES.

Malgré les épreuves pénibles traversées par quelques-unes de nos colonies, leur situation générale présente des aspects rassurants. Appelées à lutter à l'Exposition universelle contre les produits du monde entier, elles ont vu consacré par de nombreuses récompenses les efforts intelligents qu'elles ne cessent de faire pour développer et améliorer leur production.

Martinique.

À la Martinique, où le sol est presque exclusivement consacré aux plantations de cannes à sucre, on expérimente de nouveaux

procédés de manipulation dont on attend des résultats rapides et économiques.

La Martinique a reçu, cette année, 995 travailleurs étrangers.

Le mouvement commercial de 1866 accuse, sur celui de 1865, une augmentation de 5,500,000 francs, qui est due au développement de la production sucrière et à l'extension des rapports de la colonie, tant avec la métropole qu'avec les Etats-Unis d'Amérique.

La Martinique continue avec activité les travaux de port et du bassin de radoub de Fort-de-France.

Conformément à la loi de 1866, un décret du 17 février dernier, approuva d'une délibération du Conseil général de la colonie, l'autorisation à percevoir, pendant dix ans, un droit de tonnage sur les navires français et étrangers entrant dans ce port. Le bassin de radoub pourra, vers la fin de l'année 1867, recevoir des navires de 5 à 6 mètres de tirant d'eau, et, en mars 1868, des navires en calanç 8^e 30.

Le récif de 1867, sur lequel se fondaient de grandes espérances, a été contrarié par la sécheresse, n'a pu être manipulé en totalité durant la saison favorable, et présentera une diminution de 5 millions de kilogrammes environ.

Guadeloupe.

La Guadeloupe se recentre encore des ravages causés par l'épidémie et le choléra de 1865. L'immigration indienne a fourni, cette année, 3,910 nouveaux travailleurs; mais les vides causés par l'épidémie ne sont pas encore comblés; aussi la colonie tente-t-elle à développer les cultures secondaires, telles que le café, le cocao et le canne, qui exigent moins de bras que la canne à sucre et trouvent en France un placement avantageux et assuré.

Malgré les circonstances fâcheuses qui ont pesé sur la production de la colonie, malgré des dégrevements importants, les impôts ont fourni, en 1866, des revenus plus élevés qu'en 1865. Le mouvement commercial a repris une certaine activité; une augmentation assez notable s'est manifestée, principalement dans le chiffre des émissions; elle se traduit par un accroissement de 218 navires entre 1865 et 1866.

La circulation monétaire s'est améliorée; les primes sur l'or français sont tombées à 1 pour 0,90, grâce à la réduction du taux des traitements de la Banque et aux facilités que cet établissement accorde au papier de commerce.

Les travaux de curage du port de la Pointe-à-Pitre ont dû être reportés après l'épidémie; mais des boulots et des balises ont été posés dans la rade pour faciliter l'accès, et les autres travaux de ports et de routes ont été poussés activement.

Réunion.

La colonie de la Réunion continue à traverser une crise très grave. Les révoltes, les épidémies, la sécheresse, la guerre civile, ont empêché toute activité dans les plantations de la canne et dans diverses industries pratiquées dans l'île.

Plus nombreux effets pour supplier à une production qui a fatigué son sol; son activité se tourne vers des cultures secondaires, notamment vers celle du canne, qui a été suivie pour elle un puissant élément de fortune. Les colons cherchent également, dans le développement des plantations vivrières, le moyen de subsister en partie, et à l'aide du produit même des habitations, à nourrir des travailleurs exoyles et étrangers. On a dû renoncer à augmenter le nombre de ces derniers ouvriers, faute de ressources suffisantes pour couvrir les dépenses de recrutement et de transport, et payer les salaires.

Le port de Saint-Pierre, qui a été en état de se former pour le service d'un port à Saint-Paul, a été décreté impérial vient de l'autoriser, conformément à la frontière inscrite dans la loi du 19 mai 1866, à percevoir un droit de tonnage sur les bâtiments français et étrangers qui s'entreposent dans ce port. La même mesure va être adoptée pour faciliter le prompt achèvement du port de Saint-Pierre, dont les travaux ont été ralenti par suite de la diminution des revenus locaux.

Malgré l'état précaire de ses finances, la colonie continue les sacrifices qu'elle a faits jusqu'à ce jour pour le développement de l'industrie publique.

Résultats du Sénatus-Conseil.

Les résultats de l'application aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion du Sénatus-Conseil du 4 juillet 1866 commencent à se produire. Les Conseils généraux ont fait, en général, un emploi judicieux des pouvoirs qui leur ont été confiés par cet acte, et se préoccupent sérieusement des mesures à prendre pour améliorer efficacement la situation des colonies en approfondissant la législation financière et économique à leurs besoins particuliers. Un décret de l'Empereur vient de rendre exécutoire un vote du Conseil général de la Martinique portant suppression des droits de douane sur les marchandises étrangères.

Une mesure analogue votée sous certaines réserves par le Conseil général de la Guadeloupe est en ce moment soumise à la sanction du Gouvernement.

Le Conseil général de la Réunion a aussi délibéré sur la réforme de ses tarifs de douane. Quelques difficultés de détail, qui seront sans doute prochainement levées, n'ont pas permis de donner une suite immédiate à cette délibération.

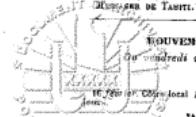
L'examen du relevé des opérations de la Société de Crédit foncier colonial constate un relâchement sensible dans le mouvement des prêts consentis et réalisés par cet établissement. Cette réduction est due à la situation particulièrement difficile de la Réunion, qui commandait une grande prudence aux administrateurs de la Société.

Les résultats des trois colonies intérieures s'élevaient, au 31 décembre 1866, à 32,663,500 francs; ils montent aujourd'hui à 35,616,150 francs, soit une augmentation de 3,453,000 francs seulement, tandis qu'en 1865 l'augmentation se chiffrait par sept millions (6,911,278 francs).

Les prêts consentis restant à réaliser, dans leur total, s'élèvent l'année dernière à 7,731,000 francs, n'atteignant plus que 2,034,500 francs.

Le chiffre total des prêts réalisés par la Société de Crédit foncier colonial s'élevait, au 30 novembre 1867, à 35,616,150 francs.

Les demandes en instance s'élevaient à 2,358,600 francs.



MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE
Du vendredi 14 au jeudi 21 février 1868 inclus.

COPIE ARCEL ENTRE.

Le port de Coquillages, Rues de la île, par. Leguen, ron. de Taravao et à

SAVIERS DE COMMERCE ENTRE

18/02/68 Cabot, français Marlyer, de 12 ton., par. Phœn. vce. d'Athènes
18/02/68 Cabot de Boroboroa, Olivendorens, de 29 ton., par. Moura, ven.
18/02/68 Cabot en part d'Amboina, Olivendorens, de 25 ton., par. Vérité, 17 février. Cabot du Protect. France, de 21 ton., par. Tonnes, ven. de Bassa-
pe 19/02/68 Cabot du Protect. Formentor, de 60 ton., par. Palmer, ven. de Hé-
nau en 5 journ. 4 pass., M. Jacques Piles, anglais, décharge.

19/02/68 Goé, du Protect. Peppier, de 68 ton., cap. Hennessy, ven. de He-
nau en 25 journ. 4 pass., M. New Braun, anglais, décharge.

19/02/68 Cabot du Protect. France, de 47 ton., par. Hoyer, ven. de Pumakau et 17 ton., par. Léonard, décharge.

SAVIES NE CONSUMÉES SOUS:

14/02/68 Trois-mâts barque anglaise Marve, de 200 ton., esp. Dunn, all. à Sydney. 4 pass., M. et Mme Leo-Land, et Mme Orgueil, anglais.

15/02/68 Cabot de Bassa-pe, de 30 ton., par. Maitia, all. à Bures;

15/02/68 Cabot, français Marlyer, de 12 ton., par. Phœn. vce. d'Athènes;

16/02/68 Cabot, français Vaudreuil, de 97 ton., par. Crack, all. à Milis;

18/02/68 Cabot, français Marlyer, de 12 ton., par. Phœn. vce. d'Athènes.

19/02/68 Cabot, français Marlyer, de 12 ton., par. Curnelac, all. aux Na-
vigeurs; i pass., M. Moretton, allemand.

19/02/68 Trois-mâts barque anglaise Tousard, de 233 ton., esp. Bordes, all. à Londres;

20/02/68 Cabot du Protect. France, de 21 ton., par. Texaux, all. à Napou-

PAITEMENTS SUR BADE.

RECAUT LOCAL:

16/02/68 Cabot, Gôôte local-Bar, de 14 ton., par. Leguen.

18/02/68 Trois-mâts barque français Tanguy, de 242 ton., par. Vincent.

18/02/68 Cabot du Protect. Kinsale, de 3 ton., par. Tasbie.

18/02/68 Cabot du Protect. Toulon, de 5 ton., par. Lestrel.

23/02/68 Trois-mâts barque américaine General Pike, de 280 ton.

29/02/68 Cabot, français Marlyer, de 25 ton., par. Schnedler.

19/02/68 Cabot du Protect. Elias, de 113 ton., cap. Chapman.

12/02/68 Cabot, du Protect. Marcy, de 28 ton., par. Pitieus.

16/02/68 Cabot, de Boualeva Oceanoënse, de 10 ton., par. Moura.

19/02/68 Cabot du Protect. Formentor, de 68 ton., par. Cap. Falcon.

19/02/68 Cabot du Protect. Peppier, de 68 ton., cap. Hennessy.

19/02/68 Barque ancien Amide Laurier, de 47 ton., par. Hoyer.

COMMISSION ANDÉ LA TERRE:

20/02/68 Trois-mâts barque anglaise Zephyr, de 318 ton., esp. Dester, parti depuis 2 mois à San Francisco pour contenir sa pêche; 2,600 ba-
tts d'huile de baleine.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

THE CABINET PORTRAIT

A patronized by the Crown Heads of Europe — Never before
introduced in Tahiti — Cost of visits 4 dollars, for & a choice selec-
tion of views always on hand; price half a dollar each copy.

CHARLES BOURG HOARH, photographier,
Colgate Street, Papete.

N.B. — Lesson given in this art on moderate terms. 44-229-U

W. R. MORRIS,
Curator of Printed and Manned Arts,
Report.

A l'heureuse d'information pour
les personnes qui se reportent
à toutes les curiosités historiques, et qui voulent
à même d'offrir un bon accès au
reste de nos renseignements, nous proposons
de faire connaitre à nos lecteurs, ainsi
qu'une grande variété de journaux
et autres documents.

Réponz par le Consulat :
Paris-Guide,
Télégrammes de la mer,
Moyens de communication,
Les Choses de fer.

35-229-2

A VENDRE OU A LOUER

1^a Une propriétés appartenant Mar-
sau, située près des fortifications de
Tefae;

2^a Une maison située à Paape-
ete, rue des Beaux-Arts.

3^a Une maison située à Paape-
ete, rue Paul Landes, notaire.

22-229-U

En route au bureau de la Poste.

CALENDRIER DE TAHITI POUR L'AN 1868

SOUVENIR

LES PHASES DE LA LUNE

Fiat: La lune, 6 fr. 50 c.; Carteou, 1 fr. 50 c.

THE BRITISH AND FOREIGN MARINE INSURANCE COMPANY
(Limited)

LIVERPOOL AND LONDON

Capital: ONE MILLION pound sterling

Risks taken and losses made payable in San Francisco, Honolulu, Victoria
(V. I.), Valparaiso, Sydney, Manila, Calcutta, Bombay, Liverpool, London, etc.
etc. and the Empire, by
5-219-U

C. WILKENS, Agent.

MOUVEMENT COMMERCIAL

Relais des marchandises importées dans la colonie par le brig-goélette améri-
cain TIMANDRA, capitaine Turner, jaugeant 129 tonnes, venant de
San Francisco et 27 jours.

1. 30 sacs papier blanc, 500 fr.; 30 sacs papier de terre, 500 fr.;
12 sacs papier noir, 500 fr.; 20 sacs baril, 500 fr.;
3 sacs papier essent, 1575 fr.; 12 sacs vases fames, 2,000 fr.;
10 grosses madras, 61 fr.; 102 1/4 sacs forte, 2,000 fr.

2. V. flot. — 206 barils forte, 1,000 fr.; 50 c.

3. Cabot — deux-baril sucre, 500 fr.; 1 cabot sucre, 250 fr.; 1 cabot canne de sucre, 150 fr.; 1 cabot sucre, 250 fr.; 12 sacs papier de laine, 1,500 fr.; 1 cabot sucre, 500 fr.; 5,000 pieds bois de construction, 500 fr.; 25 caisses aluminis, 1,500 fr.; 25 caisses pendules, 350 fr.; 11 sacs noix de Cacao, 1,500 fr.; 1 cabot sucre, 500 fr.; 500 pieds bois de construction, 500 fr.; 25 caisses aluminis, 1,500 fr.; 5,000 pieds bois de construction, 500 fr.; 1000 barils forte, 1,150 fr.; 8 caisses pommes de terre, 100 fr.; 2 barils citron, 250 fr.; 1000 barils forte, 1,150 fr.; 180 1/2 sacs forte, 1,575 fr.; 1 cabot jambon, 250 fr.; 25 sacs pomme de terre, 100 fr.; 15 caisses sucre, 250 fr.; 12 sacs sucre, 250 fr.; 15 sacs sucre, 150 fr.; 15 sacs sucre, 250 fr.; 12 sacs sucre, 250 fr.; 15 sacs sucre, 250 fr.; 12 sacs sucre, 250 fr.; 15 sacs sucre, 250 fr.; 12 sacs sucre, 250 fr.; 15 sacs sucre, 250 fr.; 12 sacs sucre, 250 fr.; 15 sacs sucre, 250 fr.

C. Thonon — 1 vautour et 1 canard baril, 625 fr.; 20 barils forte, 800 fr.

RECAPITULATION.

J. Brander.....	6,914 fr. 50 c.
A. W. Hest.....	11,052 50
A. Gibson.....	33,646 50
C. Thonon.....	1,475 50
TOTAL.....	43,445 fr. 50 c.

Il a été débarqué le 15 février, pour le capitaine du brig anglais Julie, 20 caisses
générale, ensemble 300 livres, envoigies à M. J. Brander.

Certificat const.: *
Le Chef du service des contributions,
Bours.

En vente au bureau de la poste

CODIFICATION

nos

ACTES DU GOUVERNEMENT

BY VOYAGE

DANS LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie
ET LE PROTECTORAT DES ÎLES DE LA SOCIÉTÉ
ET DÉPENDANCES

PAR

L'ADMINISTRATIF
JOURNAL IMPÉRIAL ET TRIBUNAL

Un vol. en 8° de xxiv-454 p.—Prix (Broché): 18 fr.

VENTE OU LOCATION DE TERRES.—HOU RAA ET TE TARAHU RAA FENUA

L'Indigène Teuriti a Teuriti
lui, dénommée Papēete, est
dans l'état de vendre à M. François
Ribot, résidant à Tahiti, la terre Tahiti, une case le
village de Papēete et inscrite sous le
n° 100, t. 16, p. n°.

L'Indigène Muai à Piito, dénom-
mée Papēete, la partie sud de laquelle
est vendue à M. François Ribot,
la terre Tezepal, située à Tumara, quartier
de Papēete, et inscrite au nom de ce
Ribot, et désignée au nom de Matahi-
loa sous le nom de Tumara a Papēete, t. 16,
n° 15, ap. 6.

L'Indigène Teurare a Teurare à Vai-
tao L, dénommée à Aro, et dans l'Etat de vendre à la Caisse
générale des terres Tahiti, Abouots et
Teurare, située à Aro et non inscrite.
46-229-U

L'Indigène Teurare a Teurare à Vai-
tao L, dénommée à Aro, et dans l'Etat de vendre à M. Sarrazin (Ferme)
les terres Amanu, Teurare et Vaih-
Tuboleka, situées à Afauata (Meurera)
et non inscrites.

LE TEMOAHN A TE TARAHU RAA
appartenant à Teurare, à Vai-tao, et inscrit
au nom de M. Pierre (Tefae) et son
fils (Pierre) (Tefae) à Teurare, et à
Amanu, à Tumara et Vaihi-Tuboleka,
t. 16, à Afauata (Meurera) et tel
que au bout de la vente à Vai-tao.

LE MESSAGE AU BUREAU DE LA POSTE AUX HEURES
d'ouverture: *
LE MESSAGER DE TAHTI, feuille hebdomadaire, paraison tous les mercredis
à 3 heures de ses 8. Prix du numero.

PRIX DE L'ABONNEMENT: *
For 12 months, 18 fr.; for 6 months, 9 fr.; for 3 months, 4 1/2 fr.;
Subscription received, monthly price.

Les demandes d'abonnement et lesannonces devront être adressées au
bureau de la poste, ainsi que les divers travaux d'imprimerie à executer
pour le compte des particuliers.

DIVISIONS TERRITORIALES DE LA COLONIE
ET DES ARCHIPÈLES VOISINS

Brouchure de 70 pages.—Prix: 1 fr.

PORTULAN DES ÎLES DE LA SOCIÉTÉ.

Nouvelle édition.

ENSEIGNEMENTS DESCRIPTIFS SUR LES COTES, LES FENTS,

LES COURANTS, etc.

AUX ÎLES DE LA SOCIÉTÉ.

2 frs. 50 c.